

Distr.
LIMITEE

PAH/ED/1/82
23 mars 1982

FRANCAIS

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Association des administrateurs africains des impôts

Deuxième réunion du Comité exécutif

Addis-Abeba, 22-24 mars 1982

PROJET DE RAPPORT

(Addis-Abeba, 22-24 mars 1982)

I. ORGANISATION DES TRAVAUX ET PARTICIPATION

Participation

1. La deuxième réunion du Comité exécutif de l'Association des administrateurs africains des impôts s'est tenue du 22 au 24 mars 1982 à la Maison de l'Afrique à Addis-Abeba (Ethiopie). Ont participé à la réunion, des représentants de l'Egypte (représentant le Comité sous-régional de l'Afrique du Nord), de la Gambie (représentant le Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest), de la République-Unie du Cameroun (représentant le Comité sous-régional de l'Afrique centrale) et du Togo (Vice-Président de l'Association. Le représentant de l'Ethiopie participait à titre d'observateur.

Le Malawi (représentant le Comité sous-régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe) a envoyé un télégramme dans lequel il s'excusait de ne pouvoir assister à la réunion du Comité exécutif.

Ouverture de la réunion

2. La réunion a été ouverte le 22 mars 1982 par M. Soulemane Abdoulaye, représentant du Togo et Vice-Président de l'Association qui a présidé la réunion en l'absence de M. Edwin Yarngo (Libéria), Président de l'Association. Dans sa déclaration d'ouverture, le Vice-président a, au nom de la CEA et en son nom personnel, souhaité la bienvenue aux membres du Comité exécutif à cette deuxième réunion et déploré l'absence du Président de l'Association. Dans une courte allocution, le représentant de l'Ethiopie a souhaité la bienvenue aux membres du Comité exécutif au nom de son pays qui a accueilli la première réunion générale de l'Association et ainsi qu'un séjour agréable à Addis-Abeba pendant toute la période que dureraient les réunions du Comité exécutif et de la première Assemblée générale de l'Association.

Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

3. Les membres du Comité exécutif ont adopté l'ordre du jour ci-après:

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Projet de rapport sur les activités de l'AATA y compris les états financiers pour l'exercice biennal 1980-1982
4. (a) Structure proposée du secrétariat de l'AATA
(b) Barème des rémunérations et indemnités du personnel

5. Programme provisoire de travail et budget biennal Mars 1982-Février 1984
6. Proposition concernant la nomination du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint de l'AATA.
7. (a) Choix du siège de l'AATA
(b) Projet d'accord de siège
8. Projet de règlement régissant les activités financières de l'Association et règlement financier du secrétariat
9. Contributions proposées des Etats membres au budget biennal de l'AATA pour Mars 1982-Février 1984.

II. COMPTE RENDU DES DEBATS

Projet de rapport sur les activités de l'Association, y compris les états financiers pour l'exercice mars 1980-février 1982.

4. A la demande du Président, un représentant du secrétariat de la CEA a présenté ce document qui est un projet de rapport sur les activités de l'Association des administrateurs africains des impôts, comprenant les états financiers pour l'exercice biennal allant de mars 1980 à février 1982. Dans son introduction, le représentant du secrétariat a indiqué les activités devant être menées par le Comité exécutif au cours de sa deuxième réunion, et celles qui devaient être effectuées par les comités sous-régionaux et le secrétariat au cours de l'exercice mars 1980-février 1982. Le représentant de la CEA a également attiré l'attention du Comité exécutif sur l'augmentation du nombre des membres de l'Association au cours de l'exercice biennal et a souligné que certains membres de l'Association n'avaient pas versé leurs contributions au budget de l'Association pour l'exercice biennal allant de mars 1980 à février 1982.

5. Parlant des activités de son Comité, le Président du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest a expliqué qu'il s'était efforcé d'organiser un séminaire pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest mais que ce séminaire n'avait pu se tenir parce qu'il avait été impossible de trouver un lieu pour la réunion et parce que des changements de gouvernements étaient intervenus dans deux pays de la sous-région, membres de l'Association. Le représentant de la République-Unie du Cameroun, Président du Comité sous-régional de l'Afrique centrale, a dit à son tour qu'il n'était pas possible de convoquer une réunion du Comité sous-régional de l'Afrique centrale

parce que le nombre des Etats membres de la sous-région ayant adhéré à l'Association n'avait pas été communiqué au secrétariat. Le Président du Comité sous-régional de l'Afrique du Nord a expliqué qu'en raison de problèmes de langue et d'interprétation, il n'était pas possible de convoquer une réunion des Etats membres de la sous-région de l'Afrique du Nord.

6. Concernant le mode de versement des contributions des Etats membres, le Comité a recommandé que des chèques soient établis au nom de l'Association et envoyés au secrétariat provisoire qui les ferait déposer au compte de l'Association maintenant ouvert à la succursale de la "Commercial Bank of Ethiopia" de la Maison de l'Afrique. Il a demandé au secrétariat provisoire d'envoyer des lettres de rappel aux membres de l'Association qui n'avaient pas encore versé leurs contributions au budget pour l'exercice biennal allant de mars 1980 à février 1982.

7. Il a été décidé de soumettre le projet de rapport tel qu'il a été modifié à la première Assemblée générale.

8. Concernant l'affiliation à l'Association, le Comité a demandé au secrétariat qu'à l'avenir, les informations relatives aux réunions de l'Association ainsi que les décisions prises lors de ces réunions soient communiquées à tous les Etats membres qui n'ont pas encore adhéré à l'Association. Cette procédure, de l'avis des membres du Comité, permettrait aux Etats membres de l'Association d'être informés sur cette dernière et les inciterait à y adhérer.

a) Structure proposée pour le secrétariat de l'Association

b) Barème des rémunérations et indemnités du personnel (point 4 de l'ordre du jour)

9. Un représentant du secrétariat a présenté le document PAMA/TUD/1/81 intitulé "Propositions concernant la structure du secrétariat de l'Association et le barème des traitements et indemnités".

10. Concernant la structure proposée pour le secrétariat de l'Association, le Comité a recommandé que dans la structure organisationnelle il soit clairement indiqué que le secrétaire général adjoint était le fonctionnaire le plus important du Secrétariat après le Secrétaire général. Il a également décidé qu'au cours des premières années du secrétariat, le Secrétaire adjoint devrait, en plus de ses fonctions d'adjoint

au Secrétaire général, assurer celles de Chef du Département de la formation, de la recherche et des publications.

11. Les membres du Comité exécutif ont examiné le barème des rémunérations et indemnités du personnel devant être recommandé à la première Assemblée générale pour adoption en fonction du barème des traitements et indemnités du personnel de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine et de la Banque africaine de développement. Compte tenu de cet examen et des ressources financières dont disposerait l'Association, le Comité exécutif a décidé de recommander à la première Assemblée générale d'approuver que le barème de rémunérations et indemnités du personnel du secrétariat de l'ATA soit calqué sur celui des traitements et indemnités de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

12. Le document intitulé "Propositions concernant la structure du secrétariat de l'Association et le barème des traitements et indemnités " sera donc soumis à la première Assemblée générale sous réserve des observations dont il est fait mention au paragraphe 10.

Propositions concernant les nominations du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint de l'Association (point 6 de l'ordre du jour)

13. Les membres du Comité exécutif ont pris note du document PAMM/BUD/3/81 présenté par un fonctionnaire du secrétariat. Le Comité, en adoptant ce document, qui doit être présenté à la première Assemblée générale, a décidé que les propositions devaient concerner à la fois la nomination du Secrétaire général et celle du Secrétaire général adjoint. Pour ce qui est des aptitudes linguistiques, le Comité, considérant que lors de la réunion inaugurale de l'Association tenue à Monrovia en 1980 il avait été arrêté que le français et l'anglais seraient des langues officielles de l'Association, a décidé que les langues exigées pour les postes de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint seraient le français et l'anglais.

14. Le Comité exécutif a décidé que toutes les dépenses relatives à la publication des avis de vacances de poste seraient à la charge de l'Etat membre qui publie l'avis.

Projet de programme de travail et budget de fonctionnement de l'Association des administrateurs africains des impôts pour la période mars 1982 - février 1984

(Point 5 de l'ordre du jour)

15. Au titre du point 5 de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document PAMM/BUD/6/81. Lors de la discussion de ce document, les membres du Comité exécutif ont examiné les activités qui étaient programmées pour l'exercice biennal allant de mars 1980 à février 1982 mais qui n'avaient pas été exécutées. Ils ont convenu qu'étant donné que les questions techniques qui devaient être discutées au cours de la première réunion de l'Assemblée générale ne l'avaient pas été, ces questions devraient faire l'objet d'un examen au cours de la deuxième réunion de l'Assemblée générale prévue en 1984. Les sujets suivants qui ont été proposés pour être examinés au cours de la première réunion de l'Assemblée générale ont par conséquent encore été retenus pour examen au cours de la deuxième réunion de l'Assemblée générale prévue en 1984:

- (a) Questions de fraude et d'évasion fiscales;
- b) Information sur la prise de conscience en matière de fiscalité
- c) Techniques de la législation fiscale.

16. En ce qui concerne le thème: "Organisation, gestion et recrutement du personnel des services des impôts" qui devaient être discuté au cours de la première conférence technique de l'AATA prévu en 1983, le Comité a convenu que l'expression "services des impôts" concerne tant le fisc que la douane.

17. Lors de la discussion de la deuxième partie du document PAMM/BUD/6/81 traitant du projet de budget biennal, le Comité a fait observer qu'il était nécessaire de modifier l'Article 13 de l'Acte constitutif de l'Association afin de permettre à cette dernière de supporter les frais de la participation des membres du Comité

exécutif aux réunions dudit Comité. Non seulement cet amendement allégerait le fardeau financier imposé aux Etats membres qui sont membres du Comité exécutif mais aussi il encouragerait une participation active à la planification des activités de l'Association. A cet égard, le Comité a exprimé l'espoir qu'un Etat membre proposerait un tel amendement à l'Acte constitutif au cours de la deuxième réunion de l'Assemblée générale de l'Association prévue en 1984.

18. Le document PAMM/BUD/6/81 tel qu'il a été modifié a été adopté en vue d'être recommandé à l'Assemblée générale;

a) Choix du siège de l'AATA

b) Projet d'accord de siège (point 7 de l'ordre du jour)

19. Le représentant du secrétariat, en présentant le document PAMM/BUD/4/81 traitant du point 7 de l'ordre du jour, a attiré l'attention des membres du Comité exécutif sur la décision qui a été prise lors de la réunion inaugurale de l'Association des administrateurs africains des impôts (AATA), de charger le secrétariat d'écrire à tous les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine pour s'assurer si l'un d'entre eux souhaitait accueillir le siège de l'Association. Le représentant du secrétariat a fait savoir au Comité qu'à la suite d'une lettre adressée à tous les Etats membres les informant de la décision prise lors de la réunion inaugurale de l'AATA, seuls l'Ethiopie et l'Ouganda avaient répondu affirmativement.

20. Le Comité exécutif, lorsqu'il décidait lequel des deux Etats membres - Ethiopia et Ouganda - recommander à l'Assemblée générale pour accueillir le siège de l'Organisation, a été guidé par l'étendue des installations et des privilèges que les deux Etats membres étaient disposés à offrir à l'Association, les membres du Comité exécutif ont décidé de recommander ce pays à l'Assemblée générale en tant qu'Etat membre devant accueillir le siège de l'Association.

21. Les membres du Comité exécutif en discutant le projet d'accord de siège présenté par le secrétariat ont examiné l'accord, article par article, pour voir s'il servirait au mieux les intérêts de l'Association. Lors de l'examen de l'accord, les membres du Comité exécutif ont formulé des observations sur les articles suivants de ce projet :

- Article premier, section 1 ayant trait à la définition des termes:
"fonctionnaires de l'Association".

- Article 2, section 2(b)

- Article 4, section 9 (e) et (f)

- Article 8, section 14(d)

- Article 10, section 20 (le Comité a convenu que cette section 20 devrait être remaniée).

Considérant les observations et les préoccupations à propos des articles ci-dessus de l'accord, les membres du Comité ont décidé qu'en raison du manque de temps qui ne leur permettraient pas de faire un examen approfondi et de procéder à des modifications, le projet d'accord de siège serait réexaminé par le Comité exécutif à sa prochaine réunion devant avoir lieu en 1983, avant d'être soumis à l'Assemblée générale pour approbation et adoption. Le Comité a en outre décidé que le projet d'accord de siège serait soumis à la première réunion de l'Assemblée générale simplement pour information.

22. En concluant l'examen du point 7 de l'ordre du jour, le Comité a demandé au secrétariat de fournir à ses membres pour information, des photocopies de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies qui est citée à l'Article 7 du projet d'accord de siège.

Projet d'articles régissant les opérations financières de l'Association et règles de gestion financière du secrétariat (point 8 de l'ordre du jour)

23. Le projet d'articles régissant les opérations financières de l'Association et les règles de gestion financière du secrétariat ont été examinés par les membres du Comité exécutif et modifiés au besoin.

Contributions proposées des Etats membres au budget biennal de l'AATA pour la période mars 1982 - février 1984 (point 9 de l'ordre du jour)

24. Les membres du Comité exécutif, tout en admettant les principes selon lequel les contributions des Etats membres au budget biennal de l'AATA pour la période mars 1982 - février 1984 devraient être calculées sur la base des critères (indice des contributions au budget de l'OUA et contributions volontaires) convenus par l'Assemblée générale à sa réunion inaugurale qui s'est tenue à Monrovia (Libéria) en 1980, ont demandé au secrétariat de revoir le pourcentage des contributions des Etats membres avec un plancher de 0,5 p. 100 et un plafond de 10 p. 100 dans la colonne IV du tableau II du document PAMM/BUD/7/81. La révision des pourcentages devrait concerner les pourcentages de la colonne IV ayant trait aux Etats membres suivants: Ethiopie, République-Unie du Cameroun, Zaïre et Zambie.

Date et lieu de la prochaine réunion du Comité exécutif

25. Il a été décidé que le secrétariat négocierait avec les Etats membres en vue de faire accueillir la prochaine réunion du Comité exécutif prévue en octobre/novembre 1983.

Présentation du rapport et clôture de la réunion

26. Le projet de rapport de la réunion a été examiné, modifié et adopté.